

Cette politique unitaire nécessite-t-elle une nouvelle théorie, une révision explicite des fondements théoriques du marxisme ? Notre direction a procédé parfois à quelques ajustements théoriques (paupérisation absolue, Etat du peuple entier ...) Mais ces révisions sont plus des théorisations grossières de la pratique du moment, qu'une nouvelle théorie, d'où découlerait une nouvelle stratégie révolutionnaire. Bernstein lui aussi était un révisionniste ; mais il le savait et le disait : la polémique théorique était possible. Nos « théoriciens », eux, peuvent à juste titre se targuer de « fidélité aux principes marxistes-léninistes » : cette fidélité est abstraite, et n'a aucune implication dans la politique. Dans le Parti, théorie et politique sont deux domaines distincts. Les écoles du Parti, y compris les écoles centrales, enseignent moins la doctrine marxiste que la politique du Parti. La jonction entre les deux n'est censée s'opérer qu'au niveau du B.P., là où s'élaboré la ligne. On ne cherche pas à expliquer la ligne au militant : on la justifie par quelques phrases tirées des classiques. On se livre alors à un véritable travail de faussaire (22) : on trouve dans Marx ou Lénine une « théorie » de la coexistence pacifique, et du passage parlementaire au Socialisme, comme en d'autre temps on y avait trouvé une « théorie » du « socialisme dans un seul pays », du « social-fascisme », du front populaire ou de l'union de « tous les bons français ». (23).

(22) *La pratique des phrases détachées de leur contexte, auxquelles on peut faire dire ce qu'on veut a produit ce petit « chef d'oeuvre » : La Marche de la France au Socialisme « pondu » par l'Institut Maurice Thorez, à l'usage des intellectuels :*

Lénine a utilisé à plusieurs reprises l'expression « forme pacifique de la révolution », ou « développement pacifique de la révolution ». Les auteurs de la dite brochure ont passé au crible les oeuvres complètes de Lénine (37 tomes) : à la suite de ce travail de bénédictin, ils ont trouvé l'expression quatre fois.

En 1899, Lénine explique que « la classe ouvrière préférerait, bien entendu, prendre pacifiquement le pouvoir » ; mais il ajoute aussitôt que « renoncer à la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire serait une folie de la part du prolétariat ». (Tome 4, page 284).

D'avril à octobre 1917, Lénine envisage à trois reprises un développement pacifique de la révolution, mais dans des conditions assez particulières :

En juin 1917 (Tome 25, page 18), devant le premier Congrès des Soviets, en majorité hostile aux Bolchéviks, alors qu'il essaie de les persuader de chasser les ministres bourgeois et de prendre le pouvoir.

En septembre 1917 (Tome 25, page 335), dans un article de journal, Lénine envisage la constitution d'un gouvernement de socialistes - révolutionnaires et de menchéviks qui pourrait se former d'une manière toute pacifique « peut-être pendant quelques jours au plus ou pendant une semaine ou deux ». La fin de l'article... fut écrite quelques jours plus tard, et Lénine confesse que le compromis n'est déjà plus possible : « Oui, tout montre que les jours où la possibilité de s'engager dans la voie du développement pacifique s'offrit fortuitement sont déjà révolus ».

Remarquons cependant que le dit développement pacifique avait été envisagé alors que les Bolchéviks étaient en train de gagner la majorité dans les principaux Soviets, et alors que la classe ouvrière et les soldats révolutionnaires avaient écrasé la tentative du coup d'Etat du général Kornilov.

En Octobre 1917 (Tome 25, page 62), toujours dans un article de journal, Lénine envisage une dernière fois un développement pacifique de la révolution, si les Soviets prennent le pouvoir. Mais, au même moment, dans tous ses écrits destinés au Parti, il appelle à l'insurrection et à la préparation matérielle de cette insurrection (Cf. « le marxisme et l'insurrection », écrit plusieurs jours avant l'article incriminé. Tome 26 page 13).

La conclusion est que l'auteur collectif du libellé (Cogniot, Chambaz, Claude, Denis, Joannes) est d'une évidente mauvaise foi. Lénine a parlé plusieurs fois des voies pacifiques à titre pédagogique, pour bien montrer que la violence n'était pas le fait des Bolchéviks. Mais, dans tous les textes aux militants, il considère qu'il n'y a pas de voies pacifiques pour la Russie.

(23) *Rappelons qu'en 1950-1951, cette tactique mena le Parti à des meetings communs avec la R.P.F. de De Gaulle, où on dénonçait le « Parti Américain en France », à savoir la S.F.I.O., les radicaux, et d'autres démocrates .*

On comprend que l'absence de formation théorique des militants empêche la critique théorique. A quoi bon alors réviser la théorie puisque personne ne sera à même de discuter le lien entre théorie et pratique ? De cette façon, les mots de « classes sociales », ou de « dictature du prolétariat » sont devenus des références abstraites et sans contenu politique pratique.

On comprend pourquoi ce ne peut être de l'évolution théorique impliquée par la politique actuelle que l'on peut déduire le malaise dans le Parti. La direction le voit bien : elle conserve la formule « dictature du prolétariat » (« fidélité aux principes »), tout en lui donnant un contenu tout différent : voie parlementaire (« audace dans l'application »).

Ainsi, pour tenter d'y voir plus clair, nous étudierons directement la politique du Parti.

● II. LE FRONT POPULAIRE :

FALLAIT-IL EFFRAIER LES CLASSES MOYENNES ?

Voilà un exemple de faux dilemme dans lequel la direction veut enfermer les camarades en désaccord. A la critique du soutien sans condition des politiciens bourgeois, on rétorque : « tu veux donc que la classe ouvrière aille seule au combat sans entraîner l'immense majorité ». Suivent les accusations de sectarisme, dogmatisme, gauchisme, maoïsme, etc ...

Bien sûr le réel problème n'est pas : classe ouvrière seule ou immense majorité, mais : comment la classe ouvrière entraîne-t-elle cette immense majorité ?

Les succès du Front Populaire sont présentés maintenant comme la démonstration de la nécessité d'une entente gouvernementale entre prolétariat et couches moyennes. Et on ne manque pas de mettre en valeur la loyauté, le « légalisme » du Parti, vis-à-vis de ses alliés.

Les travailleurs qui ont connu les occupations d'usines conservent le souvenir enthousiasmant de la force du « tous ensemble ». C'est elle et non le gouvernement Blum qui a apporté les accords Matignon. Il reste également le souvenir d'un échec : les socialistes ont trahi. C'est la seule explication que donne la direction du Parti. Malgré la modération d'usage envers nos « alliés » actuels, c'est bien la responsabilité des autres qui est mise en lumière dans le manuel d'Histoire du Parti : « Blum ne tient pas ses engagements », « les radicaux repoussent nos propositions », « Léon Blum préfère démissionner » etc...

Ainsi la direction reconnaît implicitement que l'issue du mouvement est indépendante du Parti. Le Parti respecte ses engagements vis à vis des dits représentants des classes moyennes ; ceux-ci, Dieu sait pourquoi, nous trahissent. Pourtant pour aller plus loin qu'en 36, nous commençons par faire mieux : donner nos voix sans contre-partie à la bourgeoisie. Dans quel sens irons-nous plus loin ?

En réalité, l'échec final du Front Populaire est dans le légalisme du Parti, le respect des formes étatiques. Il a imposé sa force à la bourgeoisie par la grève sur le tas, grève qui a surpris tous les protagonistes du Front Populaire. « Nous sommes, les uns et les autres, devant le fait de la grève » déclare Marcel Cachin. Les masses, pourtant bercées par tous les partis d'illusions parlementaristes, sentaient que le gouvernement, à lui seul, ne pouvait venir à bout des patrons. Les accords Matignon n'ont pas été le fruit de discussions à l'Assemblée Nationale entre le patronat d'une part, le prolétariat et ses alliés d'autre part. Les éléments de la discussion se trouvaient dans la réalité de la lutte des classes en France. Blum n'y était pas partie prenante : il prétendait « arbitrer ». Mais jamais le gouvernement, pas plus que n'importe quel organisme d'Etat, ne peut être un arbitre au dessus des conflits de classes. Les accords Matignon ont été la photographie d'un certain rapport de forces entre classes, rapport extrêmement favorable à la classe ouvrière, et qui se manifestait essentiellement par les millions de grévistes. La bourgeoisie, animée par sa fraction dirigeante, le grand Capital, n'a pas intérêt dans ces conditions à « exacerber la lutte de classes », et heurter de front le mouvement ouvrier, surtout si elle dispose des intermédiaires politiques lui permettant de garder un certain contrôle du mouvement. Au contraire, elle cherchera à transiger, elle peut même accorder énormément de réformes, tant